

Brochure n° 3372 | Convention collective nationale

IDCC : **3090 | SPECTACLE VIVANT**
(Entreprises du secteur privé)

Avenant du 16 mai 2019

relatif à la révision de la convention collective nationale

NOR : ASET2050111M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNES ;
PRODISS ;
SMA ;
FSICPA ;
Scènes,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SFA CGT ;
SNAM CGT ;
SYNPTAC CGT ;
FCCS CFE-CGC ;
FNSAC CGT ;
FASAP FO ;
F3C CFDT ;
SNLA FO ;
SNAPS CFE-CGC ;
SNACOPVA CFE-CGC ;
SN2A FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la mise en œuvre du CASC-SVP, dispositif applicable aux entreprises de moins de 50 salarié(e)s, prévue dans la convention collective étendue le 29 mai 2013 (JORF 7 juin 2013), les partenaires sociaux souhaitent clarifier et compléter les modalités d'application de l'article IV-25 de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant.

Compte tenu du sujet qu'il traite, le champ d'application du présent avenant concerne principalement les petites ou moyennes entreprises.

Article 1^{er} | Champ d'application de l'avenant

Le champ d'application de l'avenant est celui de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant du 3 février 2012, étendue le 29 mai 2013 (JORF 7 juin 2013), et de ses avenants en vigueur.

Article 2 | Modification de l'article IV-25 : conditions d'ouverture de droits

L'article IV-25 de la convention collective est complété comme suit :

Ajouter à la fin de l'article existant :

« Les conditions d'ouverture de droits pour les salarié-e-s du secteur relevant du champ du CASC-SVP sont définies par les statuts de l'association CASC-SVP, son règlement intérieur le cas échéant, et approuvées par son assemblée générale et ce, dans le strict respect de l'équilibre financier du CASC SVP ».

Article 3 | Entrée en vigueur et durée du présent avenant

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de dépôt auprès du ministère du travail.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4 | Notification. Publication

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 5 | Dénonciation

Le présent avenant peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 16 mai 2019.

(Suivent les signatures.)